

**supplément No 4 pour la Suisse
au journal**

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

octobre 75

contre la mystification électorale :

ABSTENTIONNISME DE CLASSE.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : LA REVENDICATION DE LA LIGNE QUI VA DU MANIFESTE COMMUNISTE A LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET A LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, LA LUTTE CONTRE LA DEGENERESCENCE DE MOSCOU, LE REFUS DES FRONTS POPULAIRES ET DES BLOCS DE LA RESISTANCE, LA TACHE DIFFICILE DE RESTAURATION DE LA DOCTRINE ET DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE, EN LIAISON AVEC LA CLASSE OUVRIERE, CONTRE LA POLITIQUE PERSONNELLE ET PARLEMENTARISTE.

EDITIONS "PROGRAMME COMMUNISTE"

Editeur responsable: F. Gambini

20, rue Jean Bouton-75012 Paris

1.-

S O M M A I R E

PAGES

UN CADAVRE A LA PEAU DURE: LE CRETINISME
PARLEMENTAIRE

1

LE PROGRAMME ELECTORAL DU PST EST SON
PROGRAMME TOUT COURT: DEMOCRATIE MUSCLEE ET
PAIX DU TRAVAIL "COMMUNISTE"

22

LA LMR TOUJOURS A LA REMORQUE DE L'OPPORTUNISME

25

A L'APPEL AUX URNES OPPOSONS L'APPEL
A LA LUTTE DE CLASSE
(tract diffusé par nos militants)

30

AUX EDITIONS PROGRAMME COMMUNISTE

34

un cadavre à la peau dure : **LE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE.**

Octobre 75 sera le mois des élections en vue de renouveler les chambres fédérales. Tout porte à croire qu'une masse considérable d'ouvriers et de salariés de toute sorte se laissera convaincre une nouvelle fois de l'utilité et de la nécessité des milliers de petits morceaux de papier que partis bourgeois et partis prolétariens dégénérés les invitent, d'un commun accord, à jeter dans l'urne. Dans la période que nous vivons, et qui voit le triomphe d'un totalitarisme d'autant plus puissant que tout un chacun y adhère sans s'en rendre compte, il serait vain d'attendre, même des couches sociales les plus exploitées, qu'elles renoncent spontanément à la partie la moins négligeable de leur opium idéologique, à cette croyance qu'on peut, sans lutte, sans effort, presque sans dérangement, parvenir peu ou prou à une amélioration de son sort. Il n'en est que plus nécessaire de continuer inlassablement l'oeuvre de dénonciation entreprise par nos aînés à l'égard de la grande escroquerie idéologique sur laquelle se fonde la domination capitaliste.

"TOUT OU RIEN" ?

Le refus de voter est-il un acte purement passif ? On sait que c'est là l'argument-massue des partisans du bulletin de vote; renoncer à ce droit, ce serait, à les entendre, se résigner à subir la gestion d'un gouvernement déterminé. Il faut reconnaître que cet argument est souvent venu à bout des dégoûts les plus prononcés à l'égard des tripatouillages électoraux. En effet combien d'ouvriers et de militants sincères ont déjà souvent jeté dans l'urne leur modeste bulletin uniquement parce qu'ils craignaient en s'abstenant de faire le jeu de la réaction !

Quand nous, adversaires irréductibles de cette mascarade périodique, affirmons que "le bulletin de vote n'est pas l'arme du prolétariat", on nous jette inévitablement à la face cette riposte scandalisée : vous acceptez donc le pouvoir actuel et sa politique anti-sociale ? Si nous répliquons que les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent être défendus par le jeu des institutions bourgeoises, mais seulement par la lutte de classe et dans la seule perspective historique de la dictature du prolétariat, on nous reproche

de dissimuler notre impuissance sous des phrases révolutionnaires aussi creuses que fanfaronnes : on nous accuse en somme de ne pas savoir trouver de milieu entre Tout ou Rien.

Il importe d'être clair sur ce point avant d'aborder la critique historique et théorique du parlementarisme. Nous ne craignons pas d'affronter le paradoxe : voter, au point de vue des intérêts de la classe ouvrière, ce n'est pas améliorer, même de façon très modeste, les conditions de lutte du prolétariat, c'est les aggraver.

Ceux qui maintiennent la domination des partis bourgeois ne sont pas ceux qui s'abstiennent de voter, mais ceux qui, acceptant le mécanisme de la consultation électorale, sont nécessairement désarmés devant ses résultats.

Tant que la crise actuelle n'aura pas profondément changé les conditions d'existence des masses, la domination des partis bourgeois continuera. Si la crise va en s'aggravant, la majorité électorale suivra ce changement. Mais lorsque cette modification surviendra, la classe ouvrière sera d'autant plus incapable de reprendre l'avantage dans sa lutte de tous les jours qu'elle aura plus servilement épousé le cérémonial électoral actuel qui n'a d'autre but que de préparer un changement de personnel de gestion de l'Etat le plus souplement possible. En d'autres termes, le mécanisme vanté aujourd'hui auprès des masses comme le meilleur moyen de battre en brèche l'hégémonie des partis bourgeois servira alors à dépouiller leur chute de tout contenu favorable à la classe ouvrière.

Ce pronostic facile ne scandalisera les opportunistes que parce qu'il s'est vérifié cent fois et se vérifie encore sous nos yeux dans d'autres pays. Le Travailisme en Angleterre n'a succédé aux Conservateurs que dans une conjoncture économique difficile et pour plier le prolétariat anglais aux "exigences de l'austérité" nécessaires au sauvetage du capitalisme britannique. Le rôle de l'Union de la Gauche en France et du Parti Communiste en Italie ne pourra être différent.

En dehors de cette expérience acquise et confirmée, tout le reste n'est que mensonges et verbiage démagogique : si la phrase révolutionnaire est aujourd'hui impuissante, la phrase démocratique et électorale n'en est pas moins criminelle au point de vue des intérêts du prolétariat parce qu'elle retarde le moment où il lui sera à nouveau possible de se battre pour ses objectifs propres et avec ses moyens d'action spécifiques. Devant cette aberration qui consiste, de la part de la classe exploitée, à participer à une mystification qui a pour but de perpétuer cette exploitation, s'abstenir de voter c'est déjà faire un pas - extrêmement modeste, mais réel - vers la prise de conscience des buts révolutionnaires du prolétariat. Les partisans d'une "lutte" ouvrière sur le terrain électoral font TOUT pour rendre une véritable lutte sociale impossible. Nous, abstentionnistes convaincus, nous ne pouvons faire que très peu aujourd'hui, mais au moins est-ce dans le sens d'une renaissance de cette lutte.

LE PROLETARIAT NAIT ANTI-ELECTORALISTE

La position marxiste à l'égard du parlementarisme n'a jamais été déterminée par des considérations d'efficacité immédiate. Les marxistes n'ont pas préconisé la participation aux élections et la présence de députés ouvriers au Parlement en raison du plus ou moins grand nombre d'améliorations matérielles que ces députés pouvaient y glaner au profit des masses salariées. De même, les marxistes n'ont pas déconseillé l'usage du mécanisme électoral en fonction de principes moraux et en raison de la corruption qui pourrait y contaminer les représentants ouvriers.

S'orientant en permanence vers le but final du mouvement prolétarien - la révolution armée et la dictature du prolétariat pour instaurer la société sans classes - le parti de la classe ouvrière s'est prononcé pour ou contre l'utilisation du Parlement uniquement en fonction des caractères généraux d'une phase historique déterminée. Il y a eu, dans l'histoire contemporaine, de longues périodes où, la lutte révolutionnaire n'étant pas à l'ordre du jour, il n'existait pas d'autres moyens de cristalliser les avantages acquis de haute lutte par l'agitation ouvrière que de les faire sanctionner par la loi bourgeoise : les marxistes de cette époque ne cachaient pas que cette consécration n'avait qu'une valeur éphémère et ils ne cessaient pas pour autant de dénoncer le caractère exclusivement bourgeois du Parlement et de ses activités.

Mais il s'est présenté par contre des situations historiques où la seule issue possible de l'agitation sociale était la prise révolutionnaire du pouvoir et où toute propagande électorale devenait, de la part des partis ouvriers, une oeuvre de détournement et de neutralisation de l'énergie insurrectionnelle de la masse. Ces deux types de situations ne se délimitent pas d'une manière contingente et occasionnelle, mais en fonction de la nature caractéristique de chacune des phases de l'évolution historique de la société capitaliste qui, révolutionnaire en un premier temps, libérale et réformatrice ensuite, est entrée, depuis le début du vingtième siècle dans sa phase décadente et totalitaire, où le Parlement ne sert même plus à trancher les divergences internes des classes dirigeantes et n'a plus d'autre fonction que de duper toute la société.

C'est dans la première phase historique du capitalisme qu'est apparu l'antagonisme irréductible qui oppose le prolétariat à la classe capitaliste dans toute sa violence et dans toute son étendue. Alors, la bourgeoisie n'avait pas encore la possibilité de donner aux travailleurs salariés l'illusion qu'ils appartenaient à la collectivité sociale et pouvaient effectivement user des droits conséquemment assurés à tous par la loi.

Cette impossibilité mettait à la fois en lumière la condition fondamentale de la classe ouvrière et la mission historique qui en découlait. C'est pourquoi le programme historique du prolétariat a été formulé à cette époque de façon complète et définitive dans le fameux "Manifeste du parti communiste" rédigé par Marx et Engels en 1847.

Toute tentative ultérieure d'enrichissement et de "mise à jour" de ce programme ne fut en réalité qu'une acceptation des vieux mirages démocratiques, que, précisément, les événements contemporains du "Manifeste" - la révolution de 1848 en Europe - avaient démentis d'une manière tragique.

Mais cette pseudo-modernisation du marxisme correspondait, malheureusement pour la classe ouvrière, à une phase historique dans laquelle la bourgeoisie capitaliste avait pu et su lui faire des concessions spectaculaires en la conviant notamment à participer à la mascarade électorale. De cette manoeuvre habile est né, dans la "conscience politique" des sociétés d'occident, une idée quasi-indéracinable dont l'opportunisme ouvrier s'est fait depuis plus d'un demi-siècle le plus actif propagateur : la privation de suffrage universel, dont la bourgeoisie capitaliste a fait usage dans sa jeunesse pour tenir le prolétariat sous le joug, serait l'unique raison des violences révolutionnaires de cette époque, de même que les conditions draconiennes profondément inhumaines de l'aube de l'époque industrielle auraient constitué essentiellement un anachronisme, une anomalie indigne des pays civilisés.

Cette conception est le produit direct de la propre prétention historique de la classe bourgeoise qui, dans son orgueil et sa suffisance de classe parvenue, s' imagine avoir découvert le meilleur système d'organisation sociale et la forme, sinon parfaite, du moins indéfiniment perfectible, des rapports humains. Dans cette optique prétentieuse, la brutalité des conditions initiales de l'exploitation capitaliste se présente, en réalité, sous un jour faux : non pas comme ce qu'elle est en fait - l'essence des rapports bourgeois de production - mais comme une survivance des rapports sociaux précédents, du féodalisme.

C'est là vouloir faire prendre les effets pour les causes. Le despotisme dans les fabriques, la contrainte physique au travail, le système des amendes et des sanctions, toute la sauvagerie du capitalisme naissant ne sont que des moyens, les plus frustes sans doute mais les plus efficaces à l'époque où ils furent employés, pour instaurer par la force la discipline capitaliste dans la production.

A cette époque là c'était encore par la contrainte brutale et directe, essentiellement, qu'il fallait plier toutes les masses laborieuses, des enfants aux vieillards, des fillettes aux mères de famille, aux exigences de l'accumulation primitive de capital. Par la suite, le capitalisme a trouvé des moyens bien plus souples, bien plus hypocrites, pour maintenir sa domination; mais ce passage de la société bourgeoise par la "manière forte", s'est reproduit et se reproduit avec ponctualité dans chaque zone géographique qui entame à son tour le même processus. Les camps de concentration de Staline, lorsque fut abandonnée la perspective internationaliste de Lénine, les efforts surhumains de la fourmillière chinoise, tout comme les sacrifices et misères imposés aux pays "indépendants" du Tiers-Monde, ne sont que la répétition, dans les pays encore vierges d'implantation de capital, du tragique calvaire que le prolétariat anglais a parcouru le premier.

La "Schlage" ou le "knout", le bagne temporaire ou le livret de travail des ouvriers, ce sont là les armes classiques de contrainte et de terreur dont toutes les bourgeoisies du monde héritent des classes dominantes qui les ont précédées et dont elles font usage sans vergogne.

Pas question, dans cette phase, de laisser à la classe exploitée la moindre possibilité de récrimination, pas le moindre "droit à la parole". Pas question d'entendre seulement parler de sa misère; et surtout pas dans l'enceinte sacrée du Parlement démocratique. *"Il faut que les ouvriers-* disait autrefois le ministre et banquier Casimir Perrier *- sachent bien qu'il n'y a de remède pour eux que la patience et la résignation."* *"L'homme,* disait Staline, *lui faisant écho un siècle plus tard, est le capital le plus précieux"*. (Autrement dit, il faut tirer de lui le maximum).

La conquête du suffrage universel qui succéda à cette première phase, de même que l'amélioration toute relative qui lui fit écho dans le domaine des conditions de travail des salariés, ne constituent nullement des symptômes d'une transformation radicale de la société. Bien au contraire, l'octroi à la classe ouvrière de l'usage des divers droits démocratiques - y compris, dans une certaine mesure, le droit syndical - signifie essentiellement que des pays capitalistes déterminés sont suffisamment solides, suffisamment riches pour consentir aux classes exploitées au moins l'apparence d'un "droit de regard" sur la gestion des affaires politiques. Ce droit, bien loin de constituer une menace pour la domination du capital, permet au contraire, d'assurer à son fonctionnement une continuité à l'abri de continuelles crises sociales : à ce stade les revendications ouvrières se résolvent plus ou moins bien dans des conflits exclusivement économiques, les contradictions politiques se dissolvent dans la joute oratoire du Parlement.

Dans cette période, l'utilisation des droits démocratiques par le parti de la classe ouvrière n'implique pas nécessairement un renoncement à la révolution. Il s'agit seulement, comme Engels l'indiquera à plusieurs reprises, de mettre à profit une phase de calme social relatif, mais qui prépare de violentes explosions, pour préparer les masses à la lutte décisive.

Si l'on replace cette saine activité des partis ouvriers au Parlement dans son contexte historique, les arguments des actuels socialistes ou communistes de Parlement apparaissent immédiatement pour ce qu'ils sont effectivement : mensonges et duperie. D'ailleurs le simple fait qu'une utilisation correcte du Parlement par le parti prolétarien soit liée à l'existence d'une phase déterminée du capitalisme - et d'une phase caractérisée par l'absence de crises et d'explosions sociales violentes - suffit à prouver que cette utilisation n'est plus défendable dans un monde comme le nôtre, jalonné par les guerres, les massacres, et l'extension ininterrompue du domaine de la faim sur le globe.

PARLEMENTARISME ET CRISE CAPITALISTE

"... Cette maladie toute spéciale, qui depuis 1848 a sévi sur l'ensemble du continent, à savoir le crétinisme parlementaire, qui relègue dans un monde imaginaire ceux qui en sont atteints et leur enlève toute intelligence, tout souvenir et toute compréhension pour le monde extérieur ..."(Karl Marx, "Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte").

La sempiternelle raison qu'évoquent les "communistes" actuels lorsqu'on leur reproche d'avoir renié Lénine en adoptant les voies pacifiques, nationales et parlementaires du socialisme, tient en ces quelques mots : le capitalisme n'est plus le même. Argument misérable qui se retourne contre ses auteurs : s'il y a quelque chose de changé dans la société capitaliste, c'est bien précisément le rôle du Parlement, hier important, aujourd'hui nul. Il n'a jamais été un moyen d'atteindre au socialisme, mais il a même perdu les quelques possibilités qu'il offrait au parti ouvrier de lutter pour des améliorations mineures du prolétariat.

Dès la première guerre mondiale, le Parlement a cessé d'être le centre de la vie politique et le lieu où se déterminent les grandes orientations de l'Etat. Il n'est plus l'instance suprême au dessus de l'appareil d'Etat, il est "court-circuité" par ce dernier qui travaille en liaison directe avec les sphères dirigeantes du capital. Le Parlement ne légifère plus, il entérine. Il ne décide plus, il obéit. Il n'est plus le théâtre de pittoresques luttes oratoires pour les grandes "options" politiques ; il est le parterre servile destiné à acquiescer aux mesures prises sans lui ... ou contre lui.

Or, c'est cet outil, devenu inutile mais toujours stérile et bavard, dont l'opinion s'est depuis longtemps détournée, que les communistes dégénérés s'évertuent à remettre en faveur, oubliant leur dénonciation passée, reniant leurs imprécations anciennes, ayant le front de soutenir que cette "valeur" démocratique démonétisée est devenue l'unique et suprême moyen d'en finir avec les horreurs et misères de la société capitaliste ! En vérité, ce n'est pas en vertu des changements survenus dans cette société, mais au défi de ces changements, que l'opportunisme de souche moscovite a choisi de ressusciter le vieux parlementarisme bourgeois, s'efforçant de dissimuler, contre toute évidence, que s'il y a quelque chose de nouveau, dans l'histoire de la démocratie bourgeoise, c'est bien la tranquille impudence avec laquelle elle affiche au grand jour n'être que pure dictature !

Le désastre du mouvement prolétarien réside justement dans ce fait : tandis que la bourgeoisie est revenue à sa "première manière" d'intolérance totale à l'égard des revendications immédiates des ouvriers, il s'en faut que la classe salariée ait retrouvé sa propre impétuosité juvénile. Nous avons expliqué comment le prolétariat, éprouvant dès son entrée sur la scène historique ce que valaient les libertés qu'il avait aidé à conquérir, se trouva irrésistiblement porté à agir sur un terrain révolutionnaire. Le socialisme scientifique de Marx théorisa cette attitude, démontrant qu'elle répondait à la véritable situation de la classe ouvrière au sein des rapports capitalistes de production,

formule que nous avons résumée en disant que le prolétariat était né anti-électorale.

De longues décennies de corruption économique jalonnées de profondes défaites politiques ont effacé de l'esprit des ouvriers cette notion fondamentale et, si on ne prend soin de la rétablir au préalable, ne fut-ce que dans le domaine théorique, on s'expose à l'incompréhension la plus totale en invitant les salariés à désertier les urnes électorales. Il est bien évident que tout anti-électorisme, non pas moral, individuel, intellectualiste, comme celui que proposent les anarchistes, mais collectif et de classe, présuppose l'existence dans cette classe d'une conviction révolutionnaire. Si nous, communistes internationalistes, sommes abstentionnistes et proposons aux ouvriers de le devenir, c'est parce que nous voyons au-delà des élections, c'est parce que nous avons une conception du rôle et de la fonction de la classe ouvrière toute différente de celle qui consiste à pourvoir en savants discoureurs les travées du Palais Fédéral. Nous croyons-en un mot - à la mission historique, spécifique, révolutionnaire du prolétariat.

Voilà le grand mot lâché. De nos jours, et depuis que la classe ouvrière est redevenue "raisonnable", ceux qui parlent encore de "prolétariat" et de "révolution" apparaissent comme des attardés sinon des fous. L'homme de la rue trouve cocasse ou blessant que l'on s'entête à utiliser des termes que démentent cruellement l'impuissance et la division des travailleurs salariés. Quant aux sociologues distingués ou aux intellectuels progressistes qui pullulent dans les rangs des organisations pseudo-communistes, ils acceptent aimablement de nous expliquer, avec une condescendance patiente, que la classe ouvrière, compte tenu bien entendu des changements survenus, n'a plus besoin d'un dogmatisme buté et barbare comme le nôtre.

Inutile, si l'on se rend a priori à des arguments de ce genre, qui brillent surtout par l'inaptitude de leurs auteurs à comprendre les "changements" quels qu'ils soient, d'aller plus avant dans l'étude critique de la tactique parlementaire du mouvement ouvrier, et même dans celle de la tactique tout court : allez donc voter tout votre saoul si vous pensez que cette infame société est assurée-tous-risques pour l'éternité. Mais à qui possède un peu de sens critique, un restant d'instinct prolétarien, on voudrait tout de suite montrer ici que le sérieux et le "réalisme" ne sont nullement du côté de nos contradicteurs.

Nous ne nions pas l'embourgeoisement du prolétariat des puissances impérialistes, tout en faisant remarquer cependant qu'il est plus politique qu'économique. Nous reconnaissons également que notre évocation du prolétariat, dans l'acception précédemment définie, demeurera pure abstraction aussi longtemps qu'une grande crise économique et sociale ne le tirera pas de son apathie actuelle. Nous convions donc qui nous lit à poser la question dans son vrai cadre, qui n'est pas : doit-on ou non utiliser le Parlement dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais qui est : la crise capitaliste, qui appellera le prolétariat aux armes - et non aux urnes - est-elle ou non inéluctable ?

Il convient de trancher ce point avant d'examiner les expériences passées de "parlementarisme ouvrier" dont il faut souligner que, quel que soit leur résultat final, elles se séparaient totalement des combinaisons électorales du "communisme" 1975.

Expliquons donc pourquoi nous croyons au prolétariat et à sa mission historique. La grande victoire de l'impérialisme contemporain n'est pas niable : il a réussi à corrompre les masses ouvrières des métropoles en refoulant ses contradictions mortelles jusqu'à la périphérie de sa domination mondiale : le plein emploi qu'il vantait en période de prospérité, les salaires relativement "décent" qu'il assure à une bonne moitié des exploités d'occident ont pour contrepartie la misère moyen-âgeuse des pays sous-développés. L'opinion que se forme le commun des gens sur le concept "révolution" n'est que le simple reflet de cet état de choses. On admet volontiers, surtout parmi les intellectuels d'avant-garde, qu'il se manifeste de terribles convulsions sociales et politiques dans ces pays ardents dont les populations affamées luttent héroïquement.

Là, pense tout un chacun, il est licite de parler de "révolution" et même d'en attendre plus qu'elle ne peut donner. Mais c'est là un sort malencontreux réservé au seul Tiers-Monde, à une zone du globe en marge de la société réelle, de la belle société civilisée, toute d'opulence, de chromes étincelants, de béton titanesque, où la misère physique est relativement rare, et où, par conséquent, l'histoire doit forcément emprunter des voies plus raffinées que celles de la violence révolutionnaire, sa grande "accoucheuse" selon Marx.

Plus que dans la puissance meurtrière des bombes et des avions supersoniques, c'est dans la généralisation de cette psychologie à tout le prolétariat des grands pays industrialisés que réside le secret de la force actuelle du capitalisme. Mais c'est aussi dans cette opinion que se révèle la sottise incommensurable des opportunistes de toutes les espèces. Ces derniers, parce que l'impérialisme a surmonté sa contradiction la plus urgente, imaginent, non seulement que sa victoire sur elle est éternelle, mais encore que cette contradiction est sans rapports, sans liaison, sans incidences sur une foule d'autres contradictions moins spectaculaires mais qui ne s'en développent que plus profondément. Ils ferment les yeux sur les crises qui gangrènent sans retour des secteurs entiers de production. Ils ignorent les menaces de la courbe démographique qui prépare l'afflux massif, au cœur des métropoles, de millions de prolétaires sans emploi. Ils dédaignent superbement la signification de maints symptômes sociaux d'incivisme, qui, s'ils ne doivent pas encore, ou pas forcément, donner des soldats à la révolution, ôtent à la conservation sociale autant de partisans actifs.

Du capitalisme pourrissant, les opportunistes de toute espèce ne veulent en somme prendre en considération qu'une seule de ses contradictions fondamentales, dont le relatif étouffement momentané déroberait à leurs yeux l'œuvre inlassable des autres lèpres, des autres lézards qui minent tout l'édifice.

Est-ce donc là du réalisme ou de la cécité ? Selon le matérialisme historique, dont ces beaux messieurs se réclament assez souvent, la révolution sociale est l'expression violente du conflit qui oppose sans cesse les forces productives en continuel développement à la super-structure politique figée et devenant à un certain moment caduque. Sans doute la révolution n'est-elle victorieuse que lorsque les forces productives humaines - dans les temps modernes, le prolétariat - parviennent à détruire la super-structure politique, c'est-à-dire l'Etat capitaliste, à disperser les hommes, armés et non armés, qui sont au service de cet Etat. Tout ralentissement, toute interruption de cette lutte physique entre les classes retarde la révolution et prolonge la vie des formes caduques. Ils n'interrompent pas pour autant le processus souterrain qui développe et exaspère un ensemble de contradictions qui, après un délai plus ou moins long, explosent à nouveau en un conflit social. Bien au contraire, le maintien des rapports de production capitalistes accroît ces contradictions de façon incommensurable. Le développement actuel des forces productives est inouï ? Immense sera donc la révolte des forces sociales dont l'importance et le nombre sont liés à ce développement.

Cependant, lorsqu'on considère ce développement des forces productives et les résultats sociaux qu'on peut en prévoir, il ne faut pas se limiter au seul domaine de l'accroissement numérique du prolétariat qui en est l'aspect le plus visible. On doit aussi examiner tous les phénomènes survenus dans des domaines jusqu'ici plus ou moins étanches à l'extension de la contradiction fondamentale entre salariat et capital. Ainsi, bon nombre de "progrès sociaux" et d'améliorations matérielles réelles, bien loin de justifier les espoirs de paix sociale que les capitalistes et leurs agents y ont placé, constituent autant de sources de conflit et de causes d'insatisfaction. Le niveau élevé de la productivité du travail, par ex., qui offre les éléments matériels d'un loisir accru, a pour autre conséquence d'aiguïser la concurrence entre les entreprises et les pays, d'exiger l'allongement de la journée de travail et donc de s'opposer à l'usage généralisé de ce loisir. De plus, les exigences patronales qui en découlent se heurtent à leur tour à un obstacle sourd mais de plus en plus opiniâtre, celui des jeunes générations, qui, nées dans un monde de super-abondance, de gaspillage effréné, n'ont connu ni la guerre ni la crise, ne sont aucunement résignées à accepter l'actuelle discipline productive et s'avèrent déjà blasées à l'égard des "merveilles" qu'on leur promet, avant même d'avoir commencé à trimer pour les obtenir.

Les laudateurs stipendiés de la société capitaliste occidentale, rabachant pourtant volontiers que "L'homme ne vit pas que de pain", croient la révolution sociale exorcisée parce que cette société a provisoirement réussi à remplir quelques millions de ventres. Ils ne comprennent pas que la misère sociale classique, qui s'exprime par la faim (et qui n'épargne d'ailleurs l'occident que pour régner en maîtresse dans le reste du monde) n'a disparu que pour laisser place à d'autres formes d'oppression moins explosives sans doute, mais tout aussi désagréables car elles ne laissent pas de rendre l'aliénation salariale toujours plus intolérable.

Mille faits - qui ne sont pour l'instant que faits divers - les révèlent : la délinquance qui monte en flèche, l'encanaillement des mœurs, le gangstérisme qui pénètre les milieux les plus "respectables", la prostitution qui cesse d'être une profession pour devenir une pratique s'insinuant dans toutes les couches de la société, etc...

Dans ce stade ultime de la décadence du capitalisme, la putréfaction des rapports économiques, signalée déjà au début du siècle par les marxistes, passe du domaine de la production et des échanges dans celui de la vie civile, de la vie familiale, de la vie professionnelle, de la vie tout court; écrasant l'individu au moment même où elle l'exalte; faisant de la société tout à la fois, une jungle, une prison et un asile de fous.

Vraiment la révolution serait "inutile" alors qu'elle devient aussi urgente, aussi vitale ? Lorsque l'hypertrophie des forces productives atteint un tel paroxysme que la production devient destruction, lorsque l'énergie atomique aux promesses apocalyptiques dévore les budgets d'Etat, lorsque les savants nous révèlent que tout enfant qui naît est "marqué" par la radio-activité ?

Ni chimère, ni mythe, la révolution sociale est un processus dont la maturation ne s'arrête pas, mais s'accroît. La seule chose qui la retarde et condamne l'humanité à pâtir on ne sait combien de temps sous le joug d'un système criminel, c'est le propre appui qu'apporte la classe révolutionnaire au mécanisme qui l'opprime et l'exploite. Tôt ou tard viendra l'instant où le plus humble prolétaire saura que cette participation homicide se dissimule aussi sous un geste innocent, un lambeau de papier jeté au fond d'une urne.

PARLEMENTARISME ET REVENDICATIONS OUVRIERES

Dans l'histoire du mouvement ouvrier international, c'est l'Allemagne, berceau de la social-démocratie, qui offre l'exemple le plus achevé d'un parlementarisme ouvrier de puissance et d'efficacité considérables. Pourtant, c'est de la France même, malgré l'implantation faible et tardive du marxisme dans ce pays, que nous tirerons la preuve de la possibilité et de la réalité à un moment déterminé de l'histoire, d'une utilisation du Parlement bourgeois à des fins ouvrières de classe.

Une seule page en effet dans l'histoire des socialistes de ce pays, mérite d'être retenue : celle qui fut écrite lors du réveil ouvrier qui succéda à la terrible épreuve de la répression de la Commune de 1871. Il suffira de peu d'exemples pour montrer avec quelle fougue et quelle violence incendiaires trois ou quatre socialistes affrontaient les "honorables représentants" de la bourgeoisie. Ainsi, en 1886, à la suite d'une grève à Decazeville au cours de laquelle les mineurs, exaspérés par la répression, tuèrent un ingénieur exécuteur des basses œuvres de la Compagnie minière, le socialiste Basly, dans un discours préparé par J. Guesde, n'hésita pas à justifier l'acte de révolte des grévistes devant une Chambre suffoquée d'indignation.

Le jour suivant Guesle écrivait dans son journal : *"Les classes et leur lutte totale ont fait leur entrée au parlement, séparées par leurs morts qu'elles se sont mutuellement jetées à la tête ... Spartacus n'est pas aux portes, il est dans Rome, prêt à l'ouvrir à ceux du dehors qui, d'un bout à l'autre du pays noir, du monde des esclaves, répondront par une longue clameur de triomphe à leur drapeau planté comme un poignard au coeur même de l'ennemi"*.

Ainsi à cette grande époque de réveil prolétarien, le parti de la classe ouvrière, pourtant réduit à une poignée de militants, n'admettait aucune infraction à ses principes révolutionnaires de classe. Contraint d'utiliser les élections et le Parlement comme seul moyen de faire entendre la protestation des classes exploitées, il le faisait sans aucune concession de principe, ne se lassant pas d'affirmer, hautement et en tous lieux, que la seule solution possible à ce qu'on appelait alors la "question sociale" était la solution révolutionnaire.

Présenter un candidat socialiste aux élections, c'était alors riposter le plus souvent à une offensive de la bourgeoisie. C'était se hisser au parlement, non pas pour y observer les rites serviles de l'administration bourgeoise des affaires politiques, mais pour y crier la colère et la volonté de révolte des masses opprimées. Ce fut notamment le cas de l'élection de Lafargue, riposte à la meurtrière répression du 1er mai 1891 à Fourmies, à propos de laquelle le candidat socialiste s'adressait en ces termes à ses électeurs : *"Vous aurez à juger cette république bourgeoise qui, fondée grâce à vous, au prix d'efforts et de sacrifices sans nombre, n'a su depuis vingt années de patience et de misère mises généreusement à son service, qu'augmenter les charges budgétaires, encourager les tripotages financiers et frapper le pain et la viande de droits affameurs. Vous aurez enfin à juger cette société capitaliste qui, concentrant de plus en plus en des mains fainéantes les moyens de production industrielles et agricoles, multiplie le nombre de prolétaires sans propriété, les transforme en machines à profit, eux, leur femme et leurs enfants, et prétend payer sa dette aux producteurs ainsi dépouillés de leurs produits avec le bureau de bienfaisance et l'hôpital !"*

Durant une quinzaine d'années, de 1880 à 1895, il n'y eut pas une élection générale ou partielle, municipale ou législative qui ne servît de prétexte à l'affirmation véhémement de la révolte du prolétariat par la bouche des candidats de son parti. Le parlementarisme ouvrier n'avilissait pas alors la lutte de classe, il en était le vivant reflet.

De cette période faste de l'activité parlementaire du parti du prolétariat, la classe ouvrière à dire vrai, retira peu d'avantages substantiels en matière d'amélioration de ses conditions de vie et de législations sociales. Ces améliorations s'obtenaient dans la rue, non à la tribune, et le compte serait vite fait des mesures officielles prises au parlement sous la pression des députés socialistes en faveur des classes salariées durant les 15 années évoquées ci-dessus.

Du moins l'activité de ces députés ne comportait-elle aucune concession de principe à l'idéologie et aux impératifs de la bourgeoisie. Le souci d'éviter toute compromission était tellement ancré dans les organisations socialistes que, même après qu'elles eussent perdu leur ardeur révolutionnaire, elles n'en continuaient pas moins, suivant un scrupule méticuleusement codifié, à refuser de voter le budget, même lorsqu'il comportait des mesures favorables à la classe ouvrière!

Plus encore que cette réserve et ce souci de ne jamais aider les partis bourgeois dans leur tâche d'administration des affaires du capitalisme, le langage des députés socialistes contribuait à ôter aux ouvriers l'idée qu'une unité de vues serait possible, sur n'importe quel point, entre les partis de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie. Qui vient en son temple dénoncer, attaquer et insulter, même en vain, l'idéologie de la classe dominante, oeuvre encore en faveur de la révolution. Pour juger du chemin parcouru depuis cette époque par le parlementarisme d'opposition, il suffirait de confronter ce langage des socialistes de la grande époque avec celui que tiennent les "communistes" dégénérés d'aujourd'hui. Ces derniers n'avancent à l'égard de la politique du gouvernement que de timides réserves sur le lieu et le but de l'activité parlementaire, ceux-là n'avaient dans la bouche que des paroles d'apostrophe, de vindicte et de révolte.

Cependant une telle activité parlementaire de classe ne pouvait se poursuivre sans compromis que pour autant que des améliorations pouvaient être arrachées à la discipline sociale du capitalisme sans compromettre véritablement les bases de sa domination. Cette faculté devait disparaître avec l'extinction de la phase dite "libérale" de l'expansion bourgeoise. Faute d'avoir compris ceci à temps, les socialistes de la Seconde Internationale dérogèrent progressivement à l'attitude de rigoureuse intransigeance adoptée antérieurement à l'égard des promesses trompeuses de la démocratie bourgeoise. Suivant deux processus parallèles, en même temps que la domination du capital prenait la forme barbare de l'impérialisme, le mouvement socialiste s'éloignait toujours plus de sa doctrine révolutionnaire initiale; double évolution qui devait aboutir à l'éclatement de la première guerre mondiale et à la dégénérescence de l'organisation internationale du prolétariat.

Quand la guerre de 14-18 fut toute proche, on s'aperçut, presque à quelques heures du premier coup de fusil, que la plupart des députés socialistes, dans tous les pays belligérants, trahissaient cyniquement les promesses solennelles qu'ils avaient faites aux ouvriers dans les années précédentes et selon lesquelles ils s'engageaient - en vertu notamment du fameux amendement de Lénine-Rosa Luxembourg, au Congrès International de Stuttgart - *"à utiliser les misères provoquées par une guerre éventuelle pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter le renversement du capitalisme."*

Bien loin de s'orienter dans cette voie révolutionnaire, la grande majorité des socialistes allemands et la totalité des

socialistes français se firent, dès les premiers jours d'août 1914, les apologistes les plus forcenés du massacre impérialiste, devenant les instruments serviles de la politique d'Union sacrée, se pliant docilement aux exigences les plus exorbitantes de l'Etat-Major et des partis de la réaction. Mieux que toute démonstration théorique (et celle qu'en fit Lénine en 1916 reste l'analyse la plus achevée du phénomène impérialiste), cette ignoble trahison de la Seconde Internationale révélait aux masses prolétariennes vouées au charnier que c'en était désormais fini de toute possibilité d'une "utilisation ouvrière" du parlement bourgeois et de tout rêve d'évolution pacifique de la société vers le socialisme.

LE "PARLEMENTARISME REVOLUTIONNAIRE"

DANS LA PHASE IMPERIALISTE

Depuis que le "communisme" à la mode russe ou chinoise s'est réduit à une doctrine d'Etat qui diffère de moins en moins de l'idéologie qui a cours dans les pays capitalistes, on en est venu à force de compromis et de falsification, à oublier que les partis communistes se sont constitués en 1919 et 1920, sur la base d'une condamnation formelle du réformisme et en particulier, de ses prétentions à émanciper le prolétariat par la voie parlementaire.

L'Internationale communiste restaura le marxisme révolutionnaire trahi par la Seconde Internationale en proclamant la clôture définitive de la perspective dans laquelle celle-ci s'était fourvoyée : vers 1890, on pouvait supposer de bonne foi que la transformation socialiste de la société pourrait survenir à la suite d'un ralliement massif du corps électoral au programme des députés socialistes. — C'était un révisionisme par rapport à la doctrine élaborée vers 1848 dans le sang de la révolution battue; mais ce révisionisme n'avait pas encore été outrageusement démenti par les événements,

Après 1914, cette hypothèse n'était plus défendable : pour s'y être tenue en dépit de tous les avertissements prémonitoires, l'Internationale socialiste avait sombré dans la honte, collaborant au gouvernement de guerre et soutenant impudemment l'acte le plus barbare perpétré pendant un siècle de capitalisme. Du même coup se trouvait confirmée contre le révisionisme des social-démocrates l'analyse initiale du capitalisme comme système de misère et de catastrophe et la formule de la dictature du prolétariat comme seul moyen de l'abattre.

Il est nécessaire de ne pas perdre de vue le contenu de ce tournant décisif du mouvement ouvrier en examinant l'usage que la IIIème Internationale fit des élections. Quoique dénonçant le parlement comme un organisme exclusivement au service des classes dominantes, selon la plus pure orthodoxie marxiste, l'Internationale communiste n'en décida pas moins de participer aux élections et

d'envoyer des députés siéger au parlement. Dans l'esprit de ceux qui la préconisèrent (Lénine et Trotsky en particulier), cette utilisation de l'activité électorale ne contredisait pourtant pas la condamnation de principe de la "voie parlementaire" du socialisme. Elle n'était admise, en effet, que comme tactique, et c'est sous cet angle qu'il convient de la juger.

Toutefois, avant de procéder à cet examen et pour répondre à la falsification impudente qui veut justifier le parlementarisme actuel des communistes dégénérés en se référant aux positions de Lénine sur ce sujet, il est nécessaire de souligner énergiquement l'esprit révolutionnaire, perturbateur, anticivique, anti-démocratique et anti-national dans lequel Lénine concevait la présence de députés communistes au Parlement. Il suffit pour cela de citer les passages les plus significatifs des thèses du I^{er} Congrès de l'Internationale communiste qui, rédigées de la main-même de Lénine, tiraient à boulets rouges sur les illusions démocratiques, répétant sous diverses formes que la victoire du prolétariat ne saurait être possible par l'utilisation légale et pacifique de la structure juridique de la société bourgeoise.

S'en prenant à un concept qui n'est autre que celui de la "démocratie véritable" préconisée aujourd'hui par les communistes dégénérés, ces thèses affirmaient que *"dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général : il n'y a que démocratie bourgeoise"*. Elles rappelaient que *"l'Histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination et n'a pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime et qu'ont toujours opposée les exploités"*. Les thèses de Lénine soulignaient que la bourgeoisie elle-même n'était parvenue au pouvoir que par la dictature révolutionnaire et que c'était autrefois, avant la faillite de la Seconde Internationale, une vérité acceptée par tous les socialistes que celle qui concernait la nécessité de la révolution violente et de la dictature prolétarienne pour parvenir au socialisme : *"Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes"*.

Après une lecture objective de ce texte, dans lequel Lénine soulignait encore que *"la valeur de la Commune fut d'avoir tenté de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée..."*, il n'est pas possible de conclure de bonne foi que l'utilisation du parlement, selon les directives de Lénine et de la III^e Internationale avait quelque chose de commun avec l'électoratisme présent de la L.M.R. ni avec celui du P.S.T. qui n'a en vue que la "rénovation de la démocratie".

L'utilisation des élections et du parlement bourgeois telle que la concevait l'Internationale communiste a pu être appelée "parlementarisme révolutionnaire" dans la mesure où elle n'avait pour objet que de préparer la destruction insurrectionnelle de l'Etat bourgeois et de tous ses organismes "représentatifs". Il s'agissait d'envoyer des communistes au parlement, non pour y promulguer de "bonnes lois" ou de belles réformes, mais pour y dénoncer l'exploitation de classe au niveau de l'administration officielle des affaires capitalistes, y révéler les manœuvres scandaleuses du grand capital, y démystifier les mesures prétendument "d'intérêt public", y stigmatiser la spoliation en grand de la force de travail, etc. Il fallait en un mot utiliser le parlement comme tribune de propagande destinée à faire entendre la protestation révolutionnaire jusque dans les couches exploitées les plus éloignées de la vie publique.

On peut aisément mesurer quel abîme sépare cette utilisation révolutionnaire du parlement de celle qu'en font aujourd'hui les renégats des divers P.C. d'occident : L'I.C. envoyait les communistes siéger dans l'enceinte sacrée, non pour collaborer aux travaux de l'organisme bourgeois, mais avec la mission expresse de les saboter alors que leurs héritiers indignes ne se bornent pas à observer scrupuleusement les rites de la courtoisie démocratique, ils se vantent de détenir le moyen d'assurer la stabilité gouvernementale et de prévenir les crises de majorité!

Bien que dictée par le seul souci de lutter contre l'administration capitaliste jusque dans ses organismes dirigeants, bien qu'essentiellement préoccupée d'appuyer la lutte de classe par la propagande de la tribune parlementaire, la tactique de la IIIe Internationale devait se révéler désastreuse en ce domaine car elle a abouti à la longue à redonner à la vieille pratique électorale des socialistes réformistes le prestige que, dans certains pays et à un moment donné elle avait perdu. A ce point du présent historique, il nous faut parler des positions prises dans l'I.C. par notre propre parti qui fut le seul, dans toute l'Internationale, à faire de sérieuses réserves sur ces dangers du "parlementarisme révolutionnaire" et à les combattre.

CRITIQUE DE LA "TACTIQUE PARLEMENTAIRE"

DE LA IIIe INTERNATIONALE

Au deuxième Congrès de l'I.C. en 1920, la majorité de l'Internationale adopta les décisions dont nous avons précédemment fait état concernant la tactique dite du "parlementarisme révolutionnaire". Notre parti, représenté alors par la "Fraction abstentionniste italienne", critiqua sévèrement cette tactique, livrant le premier combat d'une lutte que nous continuons aujourd'hui, après des vicissitudes sans nombre, toujours fermes et rigides sur nos principes alors que, de la glorieuse Internationale de Lénine, il ne reste même plus les ruines.

A la base de toute dégénérescence de l'organisation prolétarienne il y a toujours une erreur : erreur théorique ou erreur d'appréciation. Nous ne croyons pas que ces erreurs soient le fait de "sottises" intellectuelles ou de crise de moralité des chefs. Elles ont des bases objectives, matérielles. Irrésistibles au moment où elles surviennent, on acquiert, en les analysant, la force de les bannir du programme de l'action future. Cette démarche critique est à la fois possible et nécessaire aujourd'hui, à une époque où les conditions fondamentales qui justifiaient, dès 1920, les plus grandes réserves sur la tactique parlementaire de l'I.C., n'ont fait que s'accroître avec une dégénérescence "supplémentaire" du mouvement ouvrier et avec les conséquences sociales de la folle expansion impérialiste que cette dégénérescence a consenti à la dictature du capital.

Des débats du Congrès de 1920, puisqu'il ne s'agit ici que d'indiquer les grandes lignes de la contestation formulée par notre parti à l'égard de la "tactique parlementaire" de l'I.C., nous ne donnerons que quelques passages relevés dans l'intervention du représentant de notre parti. Pour une étude plus complète de ces débats nous renvoyons le lecteur à notre brochure : "La question parlementaire dans l'Internationale communiste"

Le rapporteur de la "Fraction abstentionniste" commença son intervention en déclarant qu'il ne s'agissait pas, au sujet du parlementarisme, d'une "question de principe" : *"En principe -dit-il - nous sommes tous antiparlementaires parce que nous répudions le parlementarisme comme moyen d'émancipation du prolétariat et comme forme politique de l'Etat prolétarien"*. Rappelant ensuite le processus de la dégénérescence opportuniste-parlementaire de la Seconde Internationale et la réhabilitation pratique et théorique du marxisme par la révolution d'Octobre, il souligna toutefois un aspect caractéristique de cette révolution : révolution "double", démocratique puis prolétarienne, ce qui ne saurait être le cas pour la révolution communiste à venir dans les pays occidentaux : *"L'expérience tactique de la révolution russe - ajouta le rapporteur - ne peut donc être transportée intégralement dans les autres pays, où la démocratie bourgeoise fonctionne depuis longtemps et où la crise révolutionnaire ne sera que le passage direct de ce régime politique à la dictature du prolétariat"*.

Il convient de s'arrêter un instant sur cette précision. Toute la clique de renégats qui a perverti le communisme international s'est attachée, elle aussi, quoique de toute autre façon, à ces différences existant entre les "conditions russes" et les "conditions occidentales". Mais ce fut pour considérer le caractère prolétarien de la révolution d'Octobre - c'est-à-dire la dictature du prolétariat - comme un "cas" spécifique russe et pour en généraliser, au contraire, l'aspect démocratique qui, révolutionnairement valable pour un pays arriéré, ne l'est nullement en occident développé. La fraction abstentionniste, au contraire, - parfaitement d'accord en cela avec Lénine - relevait que la dictature prolétarienne réalisée en Russie par les bolchevicks avait un caractère universel. L'idée

contre laquelle elle mettait en garde l'Internationale c'était celle de la transposition à l'ouest de l'aspect démocratique de la révolution russe : transposition impossible dès lors qu'il ne s'agissait plus de deux révolutions, mais d'une seule.

Ayant appuyé fortement sur ces différences, le représentant de notre courant releva pourtant un fait significatif : bien qu'agissant dans des conditions tout autres que celles des pays capitalistes développés, le parti du prolétariat russe, précisément parce qu'il était marxiste, avait su déployer dans la vieille Russie des mesures ouvertement anti-démocratiques, anti-parlementaires, exactement conformes à celles qui conviennent à une révolution communiste en Occident : la dissolution de l'Assemblée constituante russe et la prise du pouvoir par les soviets.. C'est bien là l'attitude qui doit être celle de la révolution européenne.

"Pour l'Europe occidentale, le problème révolutionnaire impose avant tout de sortir des limites de la démocratie bourgeoise, de démontrer que l'affirmation bourgeoise selon laquelle toute lutte politique doit se dérouler dans le cadre du mécanisme parlementaire est mensongère et que la lutte doit être portée sur un autre terrain, celui de l'action directe, révolutionnaire, pour la conquête du pouvoir". "La première machine bourgeoise qu'il faut maintenant détruire avant de passer à l'édification économique du socialisme, avant même de construire le nouveau mécanisme de l'Etat prolétarien qui doit remplacer l'appareil gouvernemental, c'est le parlement". La démocratie bourgeoise - insista le représentant de la "Fraction abstentionniste" - est une arme de conservation sociale encore plus efficace que celle que constitue l'appareil étatique de répression et c'est comme telle qu'il faut la démasquer. Il faut également réagir contre les illusions anarchistes et syndicalistes qui, tout en repoussant le parlementarisme et le réformisme, rejettent aussi la dictature du prolétariat.

L'orateur s'arrêta ensuite sur *"la nécessité de la plus grande clarté de la propagande de classe"* : *"il faut donc donner des mots d'ordre simples et efficaces."* Puisqu'on condamne en principe le parlement, puisqu'on dénonce les élections comme une duperie, la propagande la plus claire est celle qui s'appuie sur *"le boycottage des élections et des organes démocratiques bourgeois"*. L'utilisation même avec des intentions révolutionnaires, du parlement, présente par contre deux grands risques : d'abord elle peut donner aux masses l'impression que l'activité électorale parlementaire est l'activité essentielle du parti ; ensuite elle peut absorber effectivement une grande partie de ses ressources et de ses énergies qui lui feront défaut dans les autres domaines de son action. Le représentant de notre courant déclara être d'accord avec les principes théoriques des thèses de l'I.C. sur le parlementarisme, mais non avec la pratique de leur utilisation.

Il précisa ainsi sa pensée : *"Nous ne rejetons pas le parlementarisme parce qu'il est un moyen légal. On ne peut en proposer l'emploi au même titre que la presse, la liberté de réunion, etc..."*

Ici il s'agit de moyens d'action, là, d'une institution bourgeoise qui doit être remplacée par les institutions prolétariennes des Conseils ouvriers. Nous ne pensons pas du tout ne pas faire usage, après la révolution, de la presse, de la propagande, etc... Mais nous comptons briser l'appareil parlementaire et le remplacer par la dictature du prolétariat".

L'usage du parlement comme "moyen d'action" est périlleux précisément parce qu'on devra détruire ce parlement à peine la crise révolutionnaire se sera-t-elle dessinée. Or les masses prolétariennes des pays occidentaux sont accoutumées à un tout autre usage du parlement. Toute la question est là : la persistance de l'usage du parlement - même en affirmant des fins révolutionnaires, des fins de destruction de ce parlement - prépare-t-il ou non ces masses à cette destruction ?

Répondant à deux arguments essentiels des thèses parlementaires de l'I.C., lesquelles évoquaient l'oeuvre dénonciatrice de Liebknecht au Reichstag pendant la guerre, le représentant de notre courant fit observer qu'il s'agissait d'une époque où le mouvement prolétarien était encore sur une position exclusivement défensive. "Au demeurant - ajouta-t-il - si on mettait dans un plateau de la balance, Liebknecht, Hoeglund et les autres cas peu nombreux d'action révolutionnaire au parlement, et du côté opposé, toute la série des trahisons des sociaux-démocrates, le bilan serait très défavorable au "parlementarisme révolutionnaire".

Enfin, ayant à affronter l'argument de Lénine selon lequel les abstentionnistes auraient choisi "la voie la plus facile", il riposta que la question parlementaire était bien loin d'être la question la plus difficile parmi toutes celles qui se posent à l'I.C. "...Après avoir résolu, comme on nous le propose, le problème de l'action parlementaire les autres problèmes beaucoup plus importants nous resteront sur les bras et leur solution ne sera certes pas facile". L'orateur faisait allusion là à la question de l'activité des communistes dans les syndicats contrôlés despotiquement par les sociaux-démocrates et à la question de leurs rapports politiques avec ces mêmes sociaux-démocrates, problèmes que l'I.C., par la suite, résolut le plus mal possible. Sur la question en discussion, il conclut de la façon suivante : "Le parlementarisme bourgeois doit être remplacé par les Conseils ouvriers. Ce vieux masque qui tend à cacher la lutte de classe doit donc être arraché pour que l'on puisse passer à l'action directe révolutionnaire". Toutefois ajouta-t-il, "cette question ne peut et ne doit donner lieu à une scission dans le mouvement communiste. Si l'Internationale communiste décide de prendre sur elle la création d'un parlementarisme communiste nous nous soumettrons à sa résolution. Nous ne croyons pas que cela réussisse mais nous déclarons que nous ne ferons rien pour faire échouer cette oeuvre". Et il termina en souhaitant que le prochain Congrès n'ait pas à faire le bilan de cette tentative, "mais plutôt à enregistrer les victoires que la révolution communiste aura obtenue dans un grand nombre de pays".

Il serait superflu en 1975 de rappeler que ces victoires n'ont pas eu lieu et que les mises en garde formulées par notre parti se sont malheureusement vérifiées au-delà de toute prévision. Si le retour du communisme dégénéré au parlementarisme réformiste, démocratique, bourgeois fut et demeure l'aspect le plus visible parce que le plus répugnant de cette dégénérescence, il se produisit dans un contexte historique complexe comme nous le verrons ci-après. D'ores et déjà il est toutefois possible de conclure au caractère de faillite définitive de la tactique du "parlementarisme communiste".

Si l'I.C. dans toute sa puissance et sa conviction, n'a pas réussi à vaincre sur son propre terrain la force conservatrice d'inertie accumulée par des décennies de réformisme parlementaire, le parti de demain, en recourant aux mêmes méthodes, irait à une ruine certaine. On peut même dire plus : c'est seulement s'il surgit au coeur des masses une réaction violente, haineuse, implacable contre les mascarades électorales qui les ont désarmées un demi-siècle de plus, qu'un réveil révolutionnaire du prolétariat sera, à plus ou moins brève échéance possible.

DU PARLEMENTARISME REVOLUTIONNAIRE

AU PARLEMENTARISME TOUT COURT

Dans notre tableau volontairement incomplet du "parlementarisme ouvrier" nous nous sommes délibérément limités à la France. Tout comme la dégénérescence de la Seconde Internationale avait trouvé en France son terrain d'élection, celle de la troisième devait y rencontrer des conditions historiques et sociales particulièrement propices à la naissance d'un "opportunisme communiste" que notre parti dénonçait devant les instances suprêmes de l'I.C. comme étant à redouter en cas de reflux de la révolution européenne.

Ce reflux se produisit effectivement de 1920 à 1924. En Allemagne eurent lieu alors les batailles décisives qui décidèrent du sort de la révolution communiste en Europe; du moins le prolétariat y fut-il battu les armes à la main. Au prolétariat français, il incombait par contre comme par une malédiction historique, de traduire cette défaite de la façon la plus humiliante en fournissant un modèle de la capitulation idéologique pour toute l'Internationale. La tactique appliquée dans les rapports avec les socialistes eut des résultats beaucoup plus douteux que l'utilisation du parlement bourgeois à des fins de propagande communiste. La manoeuvre qui consistait à leur proposer le front unique dans le but de les démasquer, et que notre parti avait dénoncé encore plus énergiquement que le "parlementarisme révolutionnaire", avait d'autant moins de chances de réussir que les prémisses en faisaient totalement défaut. Pour démontrer la trahison des socialistes à la faveur d'une agitation commune sur des objectifs limités, il fallait évidemment que cette agitation existe et se développe. Or, en 1920, la grande grève des cheminots, ignoblement trahie par les dirigeants de la C.G.T. avait été suivie d'une répression extraordinaire

et la grande vague revendicative d'après-guerre en était sortie brisée. La contre-offensive patronale qui déferlait alors sur toute l'Europe trouvait donc en France un climat particulièrement favorable.

La Fraction abstentionniste italienne, dans les réserves qu'elle formulait devant l'Internationale, ne faisait aucun mystère des partis qu'elle visait : il s'agissait bien, notamment, du danger électoraliste et opportuniste dans la section française de l'I.C.. Cette dernière, effectivement dirigée par d'habiles transfuges du parti socialiste, sabota durant deux bonnes années toutes les directives de l'Internationale. En 1923 - 1924, se dessine dans toute l'Internationale une grande manoeuvre politique dirigée contre les militants révolutionnaires de toutes les sections. Sous couvert de "bolchévisation" des P.C. toute la gauche de l'I.C. est éliminée tandis que la réorganisation, basée non plus sur la section territoriale mais sur la cellule d'usine, visait en fait à faire entrer dans le parti une masse politiquement non-avertie.

Les dix années qui suivent sont celles de la débandade du mouvement communiste international. C'est au cours de cette période jalonnée par les brutales oscillations de tactique de l'I.C. que se prépare la grande mutation qui consacrera la dégénérescence du parti mondial du prolétariat et, sur le plan qui nous intéresse plus particulièrement ici, fera du parlementarisme "communiste", non plus un moyen mais une fin. Tout d'abord ce sont les désastres du "gouvernement ouvrier" en Bavière, chassé manu militari avec la complicité des "alliés" socialistes; ensuite le fiasco du "comité syndical anglo-russe" qui, cautionnant les larbins travaillistes du capitalisme anglais, désarme le prolétariat britannique devant leur sabotage de la grève générale; enfin l'assassinat de la révolution chinoise par l'appui donné par l'Internationale au Kouomintang chinois et à son chef, le tristement célèbre Tchang-Kai-Tshek, qui noie dans le sang les communes ouvrières de Canton et Changhaï. Entre temps, Staline avait massacré la vieille garde bolchevique et par sa formule du "socialisme dans la seule Russie" plié la stratégie de toute l'Internationale à la défense des intérêts nationaux russe.

Comme il est de règle dans la politique en zig-zags de l'opportunisme, à la ligne "gauchiste" de l'I.C. 1929-34 devait succéder un tournant à droite. Il fut cette fois définitif, liquidant l'essentiel du programme communiste, sacrifiant le principe de la dictature du prolétariat à celui de la "défense de la démocratie".

La contre-révolution est la meilleure école des révolutionnaires parce qu'elle ne fait jamais les choses à moitié. Le tournant de 1934-36 ne devait pas s'achever sans révéler son véritable contenu réactionnaire, comme si l'Histoire, avant d'entraîner le prolétariat dans un nouveau carnage mondial, prenait toute fois le soin de lui laisser entrevoir à qui et à quoi il devait cette seconde défaite du siècle. Echangeant l'agitation sociale

contre le battage électoral, en France, le PCF renoua sans grande difficulté, avec la pratique de la Seconde Internationale. "Pain, paix et liberté", voilà la formule éculée à laquelle se réduisit, après 1936, le programme dévoyé de la révolution communiste. Après avoir contribué à la mobilisation morale et pratique des ouvriers au cours du second conflit mondial, après avoir, sous couvert d'anti-fascisme, donné des dizaines de milliers de victimes militantes à une victoire militaire qui, on le voit aujourd'hui, a consacré l'hégémonie de l'impérialisme le plus brutal et le triomphe général des méthodes fascistes, le PCF, au nom de la "Reconstruction nationale", exigea des ouvriers l'abandon de toutes leurs ressources de résistance journalière à l'exploitation capitaliste, instaurant la division et l'impuissance dans le domaine des luttes immédiates. Il confirma par là ce que, de son propre aveu, il était devenu : non plus un parti révolutionnaire, mais un "parti de gouvernement".

Cette étude devait nous permettre d'indiquer l'involution historique d'une tactique parlementaire animée d'intentions révolutionnaires, il ne serait plus question que de dresser le bilan de vicissitudes purement réformistes. Alliance avec les socialistes qui n'est que soumission à leur idéologie et à leur programme; électoralisme qui dissout dans la masse ouvrière toute intelligence de classe et même toute intelligence tout court; ce sont là des manifestations que nous ne dénonçons que pour hâter une condition essentielle de la reprise prolétarienne de demain : l'évacuation d'un cadavre pestilentiel, celui du parlementarisme ouvrier qui était mort et archi-mort à la naissance de la IIIème Internationale mais dont celle-ci a tenté une réanimation artificielle catastrophique pour le prolétariat.

le programme électoral du P.S.T. est son programme TOUT COURT:

démocratie musclée - paix du travail «communiste»

Le meilleur moyen de la bourgeoisie pour faire respecter son ordre social est sans conteste l'influence qu'elle possède par le biais de l'opportunisme dans la classe ouvrière. Car l'opportunisme est le fidèle compagnon de la classe dominante pour diffuser, propager la mystification démocratique, pacifiste, légale, électorale et par conséquent désarmer politiquement le prolétariat. A l'occasion des élections nationales, la bourgeoisie se félicitera une fois de plus de la corruption qu'elle a introduit et qu'elle entretient dans la classe ouvrière.

Ces élections se déroulent alors que le capitalisme, terminant un cycle d'accumulation forcée, se débat dans une crise internationale qui provoque une vague de chômage et de misère déferlant sur tous les pays du Globe. Dans cette crise générale chaque nation cherche individuellement et désespérément une hypothétique voie pour sortir de l'ornière. C'est d'ailleurs une constante de l'idéologie bourgeoise de faire croire qu'il existe une issue sans douleur et individuelle à la crise du capitalisme. Mais c'est aussi une constante de l'opportunisme que de reprendre en chœur ce refrain éculé.

Le programme électoral invariant de l'opportunisme stalinien (ne parlons pas du P.S.S. qui a rejoint le camp des partis ouvertement bourgeois.) se fait donc l'accusateur des "imprévoyances" et de "l'incurie" de la bourgeoisie qui auraient menés à la crise. Ce programme ne critique la bourgeoisie que sur la base des principes propre à la politique petite-bourgeoise, à savoir le populisme, le chauvinisme, l'anti-monopolisme, le démocratisme, le pacifisme et le légalisme.

En prenant la défense "du petit commerce, de l'artisanat, de l'agriculture, des petites et moyennes entreprises", autrement dit des "*couches populaires*" lésées par la concentration du capital et en noyant leurs intérêts avec ceux de la classe ouvrière, le PST abandonne totalement la défense des intérêts mêmes immédiats des prolétaires et se fait l'apôtre de l'Etat aclassiste agissant dans l'intérêt "général" du peuple. Fidèle à son interclassisme, ce que

reproche l'opportunisme à la bourgeoisie ce n'est pas tant de représenter et de défendre les intérêts du capital et donc de la "nation" mais de ne pas savoir suffisamment défendre ces intérêts et de mépriser "l'avenir du peuple comme du pays". Bien sûr le PST qui se veut "responsable" et "concret" (fini l'image du Bolchévik au couteau entre les dents, place au rameau d'olivier!) ne peut proposer pour sauver l'honneur national sali par la bourgeoisie, qu'une solution bourgeoise illusoire : la relance de l'économie, c'est-à-dire augmenter la production tout en diminuant les stocks lorsque le marché est saturé de marchandises ? La relance de l'économie se fait sur le dos des travailleurs, de la classe ouvrière, en augmentant son taux d'exploitation (soit en diminuant les salaires, en accélérant les cadences de travail etc...) et en réduisant au chômage toujours plus de travailleurs afin de réduire les coûts de production ! Et qui va discipliner le prolétariat pour lui faire consentir ces sacrifices ? L'opportunisme, toujours l'opportunisme qui est prêt à s'acquitter de cette tâche ingrate pour prouver au peuple sa respectabilité dès que la bourgeoisie fait mine de lui céder une partie même minime de ses charges d'Etat.

Lorsque Lénine disait que *"Les principes du communisme consistent dans l'instauration de la dictature du prolétariat et dans l'usage de la contrainte de l'Etat dans la période de transition (du capitalisme au socialisme)"* il ne se doutait sans doute pas que ceux qui aujourd'hui osent encore se réclamer de lui, se battraient pour "une démocratie avancée" reposant sur "la pluralité des partis". Cette "démocratie avancée" comme toute démocratie bourgeoise ne peut être qu'un instrument de domination du capital sur la classe ouvrière, elle ne représente pas un pas en avant pour le prolétariat mais un bond en arrière car elle le démobilise de ses objectifs de classe - la révolution violente, la dictature du prolétariat - pour l'atteler à la rénovation de l'Etat bourgeois. Mais Lénine a depuis longtemps cloué au pilori tous ceux, "communistes" ou "socialistes", qui n'ont comme idéal que de dépoussiérer la démocratie : *"La toute-puissance de la "richesse" est plus sûre en république démocratique, parce qu'elle ne dépend pas des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme possible du capitalisme, aussi bien le Capital, après s'en être emparé... asseoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institution ou de partis dans la république démocratique bourgeoise."*

Le programme électoral du PST se termine dans l'apothéose par une confession de foi en faveur du "renouveau politique et social" (sic) dont le chemin est *"celui de l'union des forces ouvrières, celui de l'union des forces de la gauche, celui du large rassemblement de toutes les forces populaires, groupées, face à la domination du grand capital, pour la défense de leurs intérêts et de leur avenir commun qui se confondent (!!!) avec ceux du pays"* Cette union des forces de toutes les classes sociales est l'axe de la politique de collaboration de classe de l'opportunisme. La classe ouvrière n'a rien à gagner et tout à perdre d'une telle union respectueuse du Parlement, de la Patrie, du Capital et qui ne vise qu'à prévenir

toute crise sociale qui ébranlerait l'édifice social établi sur le mode de production capitaliste.

Bien que les conditions en Suisse ne soient pas réunies pour que la bourgeoisie, comme au Portugal, appelle directement les syndicats et les partis opportunistes à la "cogestion" de l'économie bouleversée par la crise, pour lutter contre le désordre, contre les grèves et contre la violence (la garantie de la "paix sociale" lui suffit pour le moment) voter en faveur de l'opportunisme c'est tout de même voter pour l'ORDRE, c'est voter pour que cessent les luttes ouvrières, c'est voter pour que au nom de la responsabilité le prolétariat soit soumis aux intérêts du "peuple et du pays".

Pour la classe ouvrière il ne peut y avoir de communion d'intérêts ni avec ceux de la nation ni avec ceux du peuple en général. La classe ouvrière n'a pas de Patrie! Elle est révolutionnaire et internationaliste, ou elle n'est rien

Entre la destruction de la démocratie bourgeoise pour l'instauration de la dictature prolétarienne et la réforme institutionnelle pour donner à la démocratie un "sens véritable" (V.O. 12'9'75 J.Vincent) il y a un abîme creusé par l'antagonisme de CLASSE.

A tous les mensonges et les illusions de l'opportunisme, les prolétaires ont à répondre par un cri de guerre :

AU FRONT UNI DE LA BOURGEOISIE ET DE L'OPPORTUNISME, OPPOSONS LE FRONT UNI DE TOUS LES PROLETAIRES.

LA SOLIDARITE ENTRE TRAVAILLEURS SUISSES ET TRAVAILLEURS IMMIGRES, ENTRE "OCCUPES" ET CHOMEURS, LA LUTTE DE CLASSE OUVERTE ET SANS RELACHE DE TOUS LES EXPLOITES CONTRE LE CAPITAL ET SES AGENTS!

la L.M.R. toujours à la REMORQUE de L'OPPORTUNISME.

En juillet dernier, la L.M.R. annonçait son intention de participer aux élections nationales et présentait dans un communiqué de presse le programme politique qu'elle défendrait lors de la campagne électorale et à la tribune parlementaire si elle devait y accéder. De ce programme, nous retiendrons deux aspects propres au centrisme et au gradualisme. D'abord la tentative de s'allier à l'opportunisme pour créer un mythique front "anti-capitaliste" ensuite, le programme de mesures économiques transitoires.

Sous le prétexte d'empêcher les partis bourgeois de gagner des sièges "au détriment du courant anti-capitaliste", la L.M.R. propose à l'opportunisme (P.S.T., P.S.A., POCH) un apparentement des liste *"malgré"* leurs divergences que le bureau politique de la L.M.R. nous présente comme résidant exclusivement dans la nécessité *"de l'organisation démocratique des luttes"* et *"du combat pour la démocratie ouvrière sans bureaucratie dans les pays socialistes"*. En bref, ce qui séparerait réformistes et révolutionnaires ne serait que la fâcheuse tendance des premiers à être "sectaires". Vuës de cette manière, les divergences qui opposent communistes et opportunistes ne touchent pas les questions de principe, mais seulement des sujets d'importance secondaire qui, selon la L.M.R., ne doivent en aucun cas entraîner une rupture totale entre ces deux protagonistes de l'histoire, mais autorisent au contraire une union de leur force, y compris au niveau électoral, terrain de prédilection de ceux qui dédaignent la révolution.

En un tour de main voilà donc éliminée l'opposition radicale entre communistes et social-chauvins qui fut pourtant l'objet de la scission entre les deux courants politiques se réclamant du socialisme après la première guerre mondiale et qui donna naissance à la II^{me} Internationale. Entraînés avec la débacle de l'Internationale, subissant l'influence désastreuse du stalinisme, les partis communistes occidentaux, qui pour la plupart étaient nés sur des bases politiques peu solides, tombèrent dans les mêmes travers contre-révolutionnaires que les sociaux-démocrates de la II^{me} Internationale, en adoptant la théorie du passage pacifique au socialisme qui fait de l'utilisation de la légalité bourgeoise le moyen exclusif de porter la classe ouvrière au pouvoir (dans leur esprit cela veut dire... au gouvernement), ainsi que la théorie du "socialisme dans un seul pays" (vocabulaire cachant aux ouvriers la nature entièrement capitaliste de l'économie russe). De partis révolutionnaires qu'ils auraient dû être, ils devinrent des partis de GOUVERNEMENT.

La perspective qu'offre aujourd'hui ces partis de chasse.

aux ministères ne vaut guère mieux que celle de la sociale-démocratie des Scheidemann et des Noske. Elle repose sur la relance économique, sur l'amélioration de l'instrument le plus efficace de la domination bourgeoise : la démocratie et enfin sur la lutte contre les monopoles qui écrasent petits et moyens patrons. Un tel programme n'en déplaît pas aux trotskistes, n'est pas un programme de lutte anti-capitaliste, c'est bien au contraire un excellent programme bourgeois qui peut être utilisé par la bourgeoisie comme alternative pour ne pas se faire balayer de la scène historique par la force révolutionnaire du prolétariat. A cette trahison de classe, les communistes ont toujours opposé la seule ligne anti-capitaliste qui passe par la révolution violente, l'internationalisme prolétarien, la nécessité d'abandonner les voies pacifiques et électorales pour la prise du pouvoir par le prolétariat, l'organisation de la classe ouvrière en parti unique qui dirigera l'insurrection armée, qui établira la dictature du prolétariat et qui interviendra "despotiquement" dans les rouages de l'économie capitaliste pour en briser la logique et jeter les bases de la nouvelle société anti-mercantile et anti-salariale : la société socialiste.

En reniant la voie révolutionnaire l'opportunisme fait de la question de la domination d'une classe sur l'autre une question de gouvernement et non pas une question d'Etat. Les trotskistes, en se liant avec l'opportunisme, accrédite pratiquement cette vision qui passe sous silence la nécessité de la destruction de l'appareil d'Etat et les moyens pour y parvenir et qui soumet le prolétariat à la "volonté populaire".

"Sans révolution violente, disait Lénine dans l'Etat et la Révolution, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois", "La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels". Mais depuis l'époque où Lénine écrivait ces mots, les trotskistes ont découvert une voie transitoire entre la voie révolutionnaire et la voie parlementaire évitant ainsi de parler de la nécessité de la violence et réssuscitant, au-travers du courant "anti-capitaliste", le Bloc des Gauches. (I)

S'allier à l'opportunisme revient à considérer et par là même à faire croire aux ouvriers que celui-ci peut changer de nature et qu'il ne serait pas irrévocablement contre-révolutionnaire. Adopter la thèse : que le but des réformistes et des communistes sont les mêmes mais que seuls changent les moyens, c'est par conséquent participer au désarmement politique du prolétariat. On ne fera jamais comprendre à la classe ouvrière, par le manoeuvrisme tactique, que l'opportunisme l'enchaîne à la bourgeoisie, mais seulement en creusant le fossé qui sépare le programme de la révolution prolétarienne de celui de la rénovation de l'Etat bourgeois. Ce qui caractérise politiquement l'opportunisme ce ne sont pas des données sociologiques ni l'étiquette dont il s'affuble, mais ses principes politiques et son idéologie. Or voici comment Lénine définissait ses fondements idéologiques : *"La défense de la collaboration de classe*

(en Italie elle s'appelle "compromis historique", en Espagne "pacte pour la liberté" et en Suisse, à une plus modeste échelle : "le front de vaste rassemblement démocratique et populaire" avec le PDC de Genève. Ndr.) *le renoncement aux idées de la révolution socialiste et aux méthodes révolutionnaires de lutte, l'adaptation au nationalisme bourgeois, l'oubli du caractère historiquement transitoire des nationalités et des patries, le fétichisme de la légalité bourgeoise l'abdication du point de vue de classe, par crainte de s'aliéner la "masse de la population" (lire: la petite bourgeoisie) telles sont incontestablement les bases idéologiques de l'opportunisme*". Devant une telle définition, les trotskistes doivent se sentir la conscience tranquille, car, reconnaissent-ils, ces bases idéologiques sont toujours celles de la sociale-démocratie de la II^e Internationale que visait Lénine; mais en figeant l'histoire, ils se rendent impuissant à identifier, à la lumière de cette percutante définition, la nature et le rôle des partis communistes d'aujourd'hui, que l'abandon des principes marxistes à ravalier au niveau des social-chauvins contre lesquels luttait l'Internationale communiste.

Plutôt que de propager les illusions électorales et maintenir la confiance que les masses ont dans les dirigeants opportunistes, le rôle des communistes est d'indiquer clairement aux travailleurs où se trouvent leurs ennemis et de les démasquer. Le prolétariat ne doit pas seulement se battre contre son adversaire le plus direct, la bourgeoisie, mais aussi contre les agents de la classe dominante qui subordonnent les intérêts prolétariens à ceux de la nation; ces deux luttes sont indissolublement liées, l'une d'entre elle n'écarte pas l'autre. Une telle stratégie, la seule qui puisse mener la classe ouvrière au pouvoir, est évidemment incompatible avec l'union du prolétariat et son ennemi le mieux déguisé : l'opportunisme

oOo

Le deuxième aspect que nous tenions à relever est la signification du programme de mesures économiques présentées par la L.M.R. . Nous retiendrons surtout celles que présente la L.M.R. en alternative à la politique économique de la bourgeoisie : *"la nationalisation des grands trusts sous contrôle ouvrier"* et *"la mise sur pieds de fonds régionaux pour les régions qui connaissent des difficultés économiques, fonds payés sur les profits des grandes entreprises et mis sous contrôle des travailleurs, ceci afin de développer des activités économiques alternatives"*.

Ces mesures mystifient le prolétariat en attribuant à la volonté humaine, en l'occurrence à la "bonne gestion ouvrière", la puissance de surmonter les crises d'un mode de production dont les fondements et les lois sont impersonnelles. Le mot d'ordre magique de ce programme économique trotskyste, qui donne le vernis révolutionnaire à leur phrase, est bien sûr le "contrôle ouvrier". Le "contrôle ouvrier" est posé comme un premier pas à nécessairement accomplir avant la prise du pouvoir - dont la L.M.R. ne parle jamais d'ailleurs - et comme un moyen de soustraire le prolétariat aux dures lois du capitalisme. Le mot d'ordre de "contrôle ouvrier"

ne peut pas être posé comme une mesure immédiate dans une période historique où la classe ouvrière est totalement paralysée par l'opportunisme, aujourd'hui, il est hors de phase et hors de propos. Il ne peut se poser que lorsque le pouvoir est aux mains du prolétariat ou dans une situation pré-insurrectionnelle où il est possible de canaliser la lutte pour le contrôle vers des objectifs révolutionnaires. Or, après 50 ans de contre-révolution, les objectifs révolutionnaires que l'on peut fixer au prolétariat, sont plutôt minces! La question du "contrôle ouvrier" ne peut donc pas être dissociée de celles de l'insurrection armée et de la prise du pouvoir.

Notons ensuite que la nationalisation des grandes industries qu'elle soit réalisée par l'Etat bourgeois ou par l'Etat prolétarien n'est pas une mesure socialiste mais une mesure pleinement capitaliste, car elle ne détruit pas la plus-value mais ne fait qu'en changer le destinataire. Prise par le prolétariat, lorsque ce dernier a arraché le pouvoir, à la bourgeoisie, cette mesure sert les intérêts du socialisme en jetant ses bases, celles de la centralisation dans la direction de la production. Prise par la bourgeoisie, elle peut faire partie ou d'un plan de restructuration de l'économie établi en dehors de toute contrainte de la lutte de classe (généralement pour sauver les secteurs clés de l'économie) ou des nombreuses concessions que la bourgeoisie n'hésiterait pas à accorder aux prolétaires pour les perdre dans un cul-de-sac où s'épuiseraient toutes leurs forces de classe. C'est dans ce cul-de-sac que les trotskistes entraînent le prolétariat en leur proposant une participation à la gestion de l'économie dans le cadre de l'Etat bourgeois.

Enchaînée au gradualisme, la L.M.R. ^{inculque} même dans la conscience des ouvriers qu'ils leur est possible, grâce aux profits des grandes entreprises, de développer de nouvelles alternatives économiques afin de relancer l'économie dans "les régions qui connaissent des difficultés". La première chose à remarquer est que la crise ne se développe pas à partir du marché régional ni même national mais international, c'est d'ailleurs une des caractéristique de l'impérialisme que d'amplifier à l'échelle mondiale les convulsions du capitalisme. Il est donc puéril, même d'un point de vue bourgeois, de s'imaginer pouvoir sauver l'économie "régionale" sans s'attaquer à l'ensemble de la production. La L.M.R. ne nous dit évidemment pas de quelle manière seront utilisés ces fameux "fonds", ni par quel miracle les prolétaires, soudainement transformés en promoteurs, échapperont aux dures lois de la production marchande. C'est donc à leur manière que les trotskistes ont enfourché le cheval de la relance de l'économie nationale et qu'ils attachent le prolétariat à ce labour-

Quant à nous nous répétons une fois encore que : avant la prise du pouvoir, la classe ouvrière doit combattre contre toute tentative visant à l'intégrer dans la politique et l'économie bourgeoise. Ce n'est qu'au travers des luttes partielles, puis générales que le prolétariat guidé par son parti de classe construira la force qui lui permettra de détruire l'Etat bourgeois, non pas graduellement et pacifiquement par le bulletin de vote ou par la recette

"immédiatiste" du "contrôle ouvrier" mais par l'insurrection armée et la dictature du prolétariat.

(1) "L'idée d'un Bloc des gauches dans les conditions actuelles, peut séduire un grand nombre d'ouvriers peu expérimentés. Le parti communiste français (section de l'I.C.) doit considérer cette perspective comme un très sérieux danger. Dans toute sa propagande quotidienne, il doit systématiquement opposer à l'idée du Bloc des gauches l'idée du bloc de tous les ouvriers contre la bourgeoisie (...) Telle est la seule tactique capable, si elle est appliquée avec esprit de suite dans tous les domaines (économique, politique, etc.) de réduire au minimum le nombre des ouvriers entraînés dans le cercle d'influence du Bloc des gauches et d'étendre l'influence du parti sur les milieux ouvriers non encore touchés par lui" (réponse de Trotsky écrite en 1922, "Résolutions et messages de l'Exécutif de l'I.C., juin 1922)

à l'appel aux urnes **OPPOSONS** l'appel **A LA LUTTE de CLASSE.**

Après trente années d'une prospérité construite sur la sueur du prolétariat et avec le sang des peuples massacrés par l'impérialisme, la bourgeoisie croyait ou feignait de croire qu'elle avait conquis une stabilité éternelle. En réalité, ces trente années d'accumulation forcée du capital, précédées du "bain de jouvence" du second massacre impérialiste, ne pouvaient conduire qu'à une nouvelle crise, plus étendue et plus profonde que toutes celles qui l'avaient précédées.

L'existence du capitalisme est inséparable de sauts rapides et gigantesques alternés de chutes de la production, d'autant plus brusques et effroyables qu'ils jettent la classe ouvrière dans une *insécurité permanente*. Les crises périodiques ne sont pas dues, comme voudrait le faire croire l'opportunisme, à une mauvaise gestion de l'économie de la part de la classe dominante, mais au fait que sous le capitalisme, les forces productives croissent avec une rapidité vertigineuse et que ce développement vient tôt ou tard se heurter à la barrière insurmontable des *formes* de production dans lesquelles le capital se meut nécessairement. C'est alors qu'une accumulation énorme de marchandises ne trouve plus de débouchés compatibles avec les conditions indispensables à la reproduction élargie du capital, les marchandises s'entassent, l'accumulation s'arrête, un nombre toujours plus grand de travailleurs est jeté sur le pavé, les salaires diminuent : c'est la crise ! Elle ne se résout qu'en reproduisant sur une échelle encore plus vaste les conditions matérielles de nouvelles crises à des intervalles de plus en plus proches, jusqu'à ce que le cycle infernal ne soit interrompu ou par la brutale solution bourgeoise d'un nouveau massacre de guerre ou par la solution libératrice prolétarienne de la révolution anti-capitaliste.

Selon les statistiques officielles le nombre des chômeurs complets dans les 6 pays capitalistes les plus avancés s'élève aujourd'hui à 23 millions. En Suisse, paradis du capital et de sa démocratie, les prévisions du directeur de la BNS pour la fin de l'année sont de 30'000 chômeurs complets, sans compter les 120'000 chômeurs partiels dont parlent déjà les statistiques et des dizaines de milliers de saisonniers, travailleurs à l'année, frontaliers, qui ont perdu leur poste de travail et n'ont aucun espoir de le réobtenir.

Et, comme si le chômage, la diminution de salaires réelles l'augmentation des rythmes de travail ne suffisaient pas, les prolé-

taires doivent subir les attaques de l'Etat qui se décharge des frais de la crise, sur leurs épaules, en augmentant les cotisations AVS et caisses maladies (par le biais des franchises) pendant qu'il gaspille millions sur millions, malgré les pompeux discours d'Helsinki, pour doter son armée de moyens de destruction toujours plus puissants.

Quelles perspectives ouvrent à la classe ouvrière ces mêmes représentants de la bourgeoisie, si ce n'est l'extension de la crise en cours, c'est-à-dire la généralisation du chômage et de la misère actuelles ou une reprise économique rendue possible par une ultérieure réduction des postes de travail, accompagnée d'une inflation galopante, prélude à de nouvelles et pires catastrophes ?

Prolétaires,

En temps de prospérité comme en temps de crise, le mot d'ordre de l'opportunisme est : *collaboration de classe* ! Dans le premier cas, celui-ci le lance sous le prétexte de ne pas perturber la paix sociale et le "bien être de tous"; dans le second cas, sous le prétexte de ne pas aggraver les difficultés dont souffrent déjà tous les salariés. Dans les deux cas le seul résultat est de concéder au capitalisme la possibilité de continuer sa folle course vers des nouveaux cataclysmes économiques et, si cela ne suffit pas, vers des nouveaux bains de sang.

Les consultations électorales sont un moyen pour accéder à ce but qui a déjà fait preuve d'efficacité. La voie de l'opportunisme est toujours, en apparence, la plus rapide et la moins ardue : il est mille fois plus facile de faire croire aux prolétaires qu'une victoire aux urnes pourra "améliorer leur sort", que de leur dire : tant que subsiste le mode de production capitaliste, tant que reste sur pieds l'Etat qui le protège avec des armes, votre "sort" ne peut être que de défendre avec vos ongles et vos dents le droit à la vie quotidiennement menacé. Quant à l'émancipation définitive du travail par rapport au capital, elle ne peut arriver qu'à travers la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat, passage obligatoire vers le socialisme !

Il est d'autant plus facile d'illusionner les prolétaires sur la possibilité d'une solution pacifique, légaliste, parlementaire des antagonismes de classe, propres à la société bourgeoise, que l'opportunisme a ses racines sociales dans une couche plus ou moins vaste de prolétaires qui, surtout là où est en vigueur depuis de longues décennies la "paix du travail", sentent qu'"ils ont quelque chose à perdre" dans une lutte, sans exclusion de coups, contre la classe dominante. Les prolétaires qui jouissent de conditions de vie relativement "bonnes" et apparemment sûres, sont portés à choisir les "tractations pacifiques" dans le cadre de la "paix sociale" plutôt que l'arme indispensable de la lutte de classe, la grève, et de préférer les arguments bourgeois sur les "causes" de la crise à ceux du marxisme qui les a toujours dénoncées comme liées à l'existence même du capital.

L'opportunisme utilise les préjugés, les hésitations, l'étroitesse de l'horizon politique, l'attachement mesquin à un bien-être fictif, de cette "aristocratie ouvrière" pour démoraliser, démobiler et paralyser l'ensemble du mouvement ouvrier. Au lieu d'arracher des mentalités des exploités les illusions sur la "perfectibilité du régime bourgeois", l'opportunisme les renforce en les adaptant au "niveau de conscience moyen" des masses; au lieu d'alimenter en elles le sens de l'antagonisme entre les classes et la haine pour une société de brigands, l'opportunisme les éteint; au lieu de les doter de l'arme tranchante de la lutte de classe, l'opportunisme les dote de l'arme...du bulletin de vote!

Prolétaires,

Depuis plus d'un siècle le marxisme a démontré que la voie de notre émancipation *part* des luttes revendicatives, mêmes minimales et partielles, pour un salaire moins misérable et pour un temps de travail moins destructeur, *passé* à travers leur extension en grèves générales et en manifestations de solidarité active entre tous les exploités, *s'élève* - grâce à l'intervention et à la direction du parti révolutionnaire - au niveau le plus haut de la lutte politique contre les fondements mêmes du mode de production capitaliste et pour le renversement de sa machine Etatique, et *débouche* sur l'insurrection armée et sur la dictature du prolétariat.

Dans cette grandiose vision, quelle place peut avoir le Parlement? Même pour la bourgeoisie celui-ci a cessé depuis longtemps d'être l'arène des grands débats et batailles politiques: il n'est que le fidèle enregistreur des décisions déjà prises par le "comité d'administration de la classe dominante": le pouvoir exécutif. Quant au communisme, pour citer les Thèses de l'Internationale de Lénine de 1920: "*celui-ci nie le parlementarisme comme forme de la société future, le nie comme forme de la dictature de classe du prolétariat, nie la possibilité de conquérir le Parlement, le communisme se propose de le détruire*".

Il est vrai que les mêmes Thèses suggèrent, dans *certaines circonstances*, de "*se servir du Parlement pour détruire le Parlement*" (ce qui est tout à fait différent de ce que propage l'opportunisme). Une longue et douloureuse expérience enseigne que, dans les pays à vieux capitalisme où règne une séculaire infection démocratique, la préparation révolutionnaire est incompatible avec la préparation électorale, et que pour emprunter sans hésitations la voie de la lutte autonome et intransigeante de classe, il est nécessaire de désertier les urnes et tourner le dos au Parlement.

Prolétaires,

Aux fausses promesses électorales des partis soi-disant ouvriers et de leurs compagnons de route soi-disant "de gauche", OPPOSONS UN ABSTENTIONNISME ACTIF, concrétisons-le dans une lutte pour la défense de nos conditions de vie et de travail, une lutte qui verra rangés sur l'unique front de bataille contre la bourgeoisie tous les exploités de n'importe quelle catégorie et de n'importe quelle nationalité.

NON AUX ELECTIONS - OUI A LA LUTTE DE CLASSE!

NON AU FRONT UNIQUE AVEC LES PARTIS OPPORTUNISTES VEHICULES
DES INTERETS DE CONSERVATION DU REGIME BOURGEOIS - OUI
AU FRONT UNI DE TOUS LES PROLETAIRES!

A BAS LA COLLABORATION ENTRE LES CLASSES ET LA PAIX DU
TRAVAIL!

VIVE LE PARTI COMMUNISTE MONDIAL!

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE!

Parti Communiste International

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: la revendication de la ligne qui va du
"Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de
l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de
Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance;
la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisa-
tion révolutionnaire, en liaison a-ec la classe ouvrière, contre la
politique personnelle et parlementariste.

LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL!

Vient de paraître :

Le supplément No 4 pour la Suisse
au journal " LE PROLETAIRE "

" contre la mystification électorale :
ABSTENTIONNISME DE CLASSE".

octobre 1975

prix Fr. 1.-

(vous pouvez obtenir cette brochure en
écrivant à B.P. 85 Montchoisi Lausanne 19)

Editeur responsable :
F.GAMBINI

20, rue Jean Bouton
75012 Paris

Prenez contact avec nos militants
en Suisse en écrivant à :

B.P. 85 Montchoisi
Lausanne 19

AUX EDITIONS PROGRAMME COMMUNISTE

EN LANGUE FRANCAISE

- JOURNAL : - le prolétaire (bimensuel)
REVUE THEORIQUE: - programme communiste (trimensuel)
BROCHURES : - la question parlementaire
- les fondements du communisme révolutionnaire
- mouvements revendicatifs et socialisme
- LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL:
- communisme et fascisme
- parti et classe
- le principe démocratique
- éléments d'orientation marxistes-les trois phases du capitalisme-guerres et crises opportunistes
- la "maladie infantile", condamnation des futurs renégats
- force, violence, dictature dans la lutte de classe
- défense de la continuité du programme communiste

EN LANGUE ITALIENNE

- JOURNAL : - il programma comunista (bimensuel)
STORIA DELLA SINISTRA: - vol. 1. 1912-1919
- vol. 2. 1919-1920
- BROCHURES : - o preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale
- la sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin
- chi siamo e che vogliamo
- I TESTI DEL PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALE:
- tracciato d'impostazione-i fondamenti del comunismo rivoluzionario
- in difesa della continuità del programma comunista
- elementi dell'economia marxista-sul metodo dialettico-comunismo e conoscenza umana
- partito e classe
- "l'estremismo malattia infantile del comunismo", condanna dei futuri rinnegati
- per l'organica sistemazione dei principi comunisti

EN LANGUE ALLEMANDE

- JOURNAL : - Auszüge aus der Presse der Internationalen Kommunistischen Partei
- BROCHURES : - die Frage der revolutionären Partei
- Revolution und Konterrevolution in Russland
- der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus
- die Grundlagen des revolutionären Kommunismus in der Lehre und der Geschichte des internationalen proletarischen Kampfes

EN LANGUE ESPAGNOLE

- REVUE THEORIQUE: - el programa comunista
- LOS TEXTOS DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL:
- fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase
- los fundamentos del comunismo revolucionario
- partido y clase

EN LANGUE PORTUGAISE

OS TESTOS DO PARTIDO COMUNISTA INTERNATIONAL :

- teses caracteristicas do partido: bases de adesao
- licoes da contra-revolucoes
- os fundamentos do comunismo revolucionario

EN LANGUE ANGLAISE

THE TEXTS OF THE INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY :

- the fundamentals of revolutionary communism
- party and class

LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

EN VENTE A

- LAUSANNE : - C.E.D.I.P.S., rue de la Tour
- "La Proue", 7 escalier du marché
- GENEVE : - "Tabac du Boulevard", Bd. Georges Favon 13
- "Rousseau", rue Rousseau 36
- "Unilivres" rue de Candolle 6
- "La Taupe" rue Musy 5
- CHAUX-DE-FONDS : - "A.B.C.", Léopold Robert 35
- "Reymond", rue des Moulins 35
- LE LOCLE : - "Reymond", rue Jean Richards 73
- BERNE : - "Buchhandlung F. Soziologie Ulrich Riklin"
Münstergasse 41
- BIENNE : - "Der kritische Buchdienst", Untergasse 43
- LUZERN : - "Laden 3", Klosterstrasse 15
- ZURICH : - "Buchhandlung die Internationale", Schlossgasse 14
- "Buchhandlung Genossenschaft", Cramerstrasse 2
- "Liberia italiana", Militärstrasse
- "Eco libro", Engelstrasse 62
- "Pincus A.G.", Frohschaugasse
- WINTERTHUR : - "Genossenschaft", Marktgasse

LES LECTEURS ET SYMPATHISANTS DESIRANT PRENDRE CONTACT AVEC LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL PEUVENT LE FAIRE EN ECRIVANT A :

B.P. 85 MONTCHOISI
LAUSANNE 19

oOo

"DES LE DEBUT DE LEUR CARRIERE LEGISLATIVE, ILS (1) AVAIENT ETE PLUS PROFONDEMENT ATTEINTS QUE LES AUTRES FRACTIONS DE L'ASSEMBLEE PAR CETTE MALADIE INCURABLE: *LE CRETINISME PARLEMENTAIRE*, MAL QUI FAIT PENETRER DANS SES INFORTUNEES VICTIMES LA CONVICTION SOLENNELLE QUE LE MONDE ENTIER, SON HISTOIRE ET SON AVENIR, EST GOUVERNE ET DETERMINE PAR LA MAJORITE DANS CE CORPS REPRESENTATIF PARTICULIER QUI A L'HONNEUR DE LES COMPTER PARMI SES MEMBRES,..."

(1)"La gauche de l'Assemblée, l'élite et l'orgueil de l'Allemagne révolutionnaire qu'elle croyait être,..."

(Engels, "Révolution et contre-révolution en Allemagne" Oeuvres choisies Marx-Engels, Editions Sociales p.385)

oOo

"AUJOURD'HUI, IL Y A PAS MAL DE GENS QUI, DU HAUT DE LEUR POINT DE VUE IMPARTIAL, PRECHENT AUX OUVRIERS UN SOCIALISME S'ELEVANT AU-DESSUS DES OPPOSITIONS DE CLASSE ET DES LUTTES DE CLASSES. MAIS CE SONT OU DES NOVICES QUI ONT ENCORE ENORMEMENT A APPRENDRE, OU ALORS *LES PIRES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS*, DES LOUPS DEGUISES EN BREBIS" (Engels)

oOo

"LES PARLEMENTS BOURGEOIS, QUI CONSTITUENT UN DES PRINCIPAUX ENGRENAGES DE LA MACHINE D'ETAT DE LA BOURGEOISIE, NE PEUVENT PAS PLUS ETRE CONQUIS PAR LE PROLETARIAT QUE L'ETAT BOURGEOIS EN GENERAL. LA TACHE DU PROLETARIAT EST DE FAIRE SAUTER LA MACHINE D'ETAT DE LA BOURGEOISIE, DE LA DETRUIRE, Y COMPRIS LES INSTITUTIONS PARLEMENTAIRES, QUE CE SOIT CELLES DES REPUBLIQUES OU CELLES DES MONARCHIES CONSTITUTIONNELLES"

(Thèses sur le Parti communiste et le parlementarisme, II^{me} Congrès de l'Internationale communiste)

oOo